



Saint-Denis, le 19 février 2025

Arrêté n°2025-349/SG/SCOPP/BCPE

portant autorisation environnementale au titre de l'article L. 181-1 du Code de l'environnement, du projet d'aménagement et d'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière des Galets par l'Association Pêcheurs Bichiques Portois Réunis 974 (APBPR-974) sur les communes du Port et de Saint-Paul

LE PRÉFET DE LA RÉGION RÉUNION

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles, L.181-1 à L.181-31, L.211-1, L.214-1 à L.214-10, R.181-1 à R.181-56, R.214-1 à R.214-5 ;
- VU** le Code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX ;
- VU** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- VU** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- VU** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE Ouest) approuvé le 29 juillet 2015 ;
- VU** le décret du 22 août 2023 portant nomination de Monsieur Laurent LENOBLE, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de La Réunion, sous-préfet de Saint-Denis ;
- VU** le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de Monsieur Patrice LATRON, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU** l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°615/IM du 1^{er} juillet 1955 modifié fixant la limite de salure des eaux dans l'embouchure des rivières, ravines, canaux et étangs de La Réunion, modifié par l'arrêté n°2021-2616 du 17 décembre 2021 et par l'arrêté n°2022-1722 du 19 août 2022 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2024-2009/SG/SCOPP/BCPE du 3 octobre 2024, prescrivant la consultation du public par voie électronique ;

VU l'arrêté préfectoral n°2613 du 9 décembre 2024 portant délégation de signature pour l'activité générale et l'ordonnancement des dépenses et recettes à M.Laurent LENOBLE, secrétaire général de la préfecture de La Réunion, et à ses collaborateurs ;

VU la demande présentée par l'Association Pêcheurs Bichiques Portois Réunis 974, sise 4 allée Edouard Savigny, 97420 Le Port, représentée par son président, Monsieur Luco DIJOUX, en vue d'obtenir l'autorisation environnementale pour l'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière des Galets, sur les communes du Port et de Saint-Paul ;

VU l'accusé de réception du dossier de demande d'autorisation environnementale en date du 9 février 2024, enregistré sous le n°2024-07;

VU l'ensemble des pièces du dossier de la demande susvisée ;

VU l'avis tacite de la commission locale de l'eau du SAGE Ouest, demandé le 15 février 2024 ;

VU les demandes de compléments faites à l'APBPR-974 en vue de la régularisation du dossier en dates du 26 juin 2024 ;

VU les compléments reçus en date du 1er août 2024 ;

VU la consultation du public par voie électronique qui s'est déroulée du 22 octobre au 23 novembre 2024 ;

VU le rapport et les conclusions du service de Police des Eaux en date du 23 décembre 2024 ;

VU l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté demandé le 29 janvier 2025 et reçu le 12 février 2025 ;

CONSIDÉRANT la nécessité d'encadrer la pratique de la pêche traditionnelle aux bichiques dans la rivière des Galets, en accord avec la réglementation spécifique établie par l'arrêté n°2021-2687 du 30 décembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

SUR PROPOSITION du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1. Bénéficiaire de l'autorisation

L'Association Pêcheurs Bichiques Portois Réunis 974 (APBPR-974), sise 4 allée Edouard Savigny, 97 420 Le Port, représentée par son président, Monsieur Luco DIJOUX, est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 2 ci-dessous, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

L'APBPR-974 et ses membres adhérents sont ci-après dénommés « le bénéficiaire ».

La liste des pêcheurs adhérents est précisée en annexe 6.

Article 2. Objet de l'autorisation

La présente autorisation environnementale pour l'entretien de canaux de pêche aux bichiques à l'embouchure de la rivière des Galets sur les communes du Port et de Saint-Paul tient lieu, au titre de l'article L.181-2 du Code de l'environnement :

- d'autorisation au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement.

Article 3. Caractéristiques et localisation

3.1. Nomenclature

Les « Activités, installations, ouvrages, travaux » concerné(e)s par la présente autorisation environnementale relèvent des rubriques suivantes, telles que définies au tableau mentionné à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Nature de l'installation concernée (A/D)
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3. 1. 4. 0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D). Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Longueur de cours d'eau modifiée / impactée : L = 150 m (maximum) (A)

3.2. Localisation

Les « installations, ouvrages, travaux et activités » concernés par la présente autorisation environnementale sont situés dans le domaine public fluvial de la rivière des Galets, sur les communes du Port et de Saint-Paul. L'emplacement des aménagements est figuré en **annexe 1**.

Les activités de pêche sont situées exclusivement à l'aval de la limite de salure des eaux. Les pêcheurs bénéficiaires ont un statut de pêcheur à pied et s'inscrivent dans une démarche de pêche professionnelle.

3.3. Description des activités, aménagements et travaux

Le bénéficiaire est autorisé à pratiquer la pêche des bichiques dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les conditions définies au présent arrêté. Les travaux et aménagements autorisés, sous les conditions définies ci-après, sont les suivants :

- Assèchement de bras en eau vers un bras unique sur le delta de l'embouchure de la rivière ;
- Entretien des canaux de pêche en dérivation du bras vif naturel ;
- Répartition du débit : La répartition du débit de la rivière au sein de l'embouchure est très difficile à prévoir. L'organisation de la pêche s'y fait conformément à l'**annexe 2** du présent arrêté ;
- 2 situations sont prises en compte : en hautes eaux et en basses eaux ;
 - Pêche en hautes eaux (**Organisation détaillée en annexe 2.1**) :

Le débit du cours principal est très élevé et souvent réparti en plusieurs bras en eau. Les pêcheurs pratiquent dans ce cas une pêche opportuniste dont la localisation exacte dépend du nombre de bras en eau.

La pêche se pratique sur des bras naturels en dérivation du cours principal. Ces dérivations peuvent être naturellement positionnées jusqu'à plus de 150 m de l'océan et jusqu'à l'endiguement (en fonction de la crue). Les dérivations peuvent reconnecter le bras principal en aval (aile) ou se connecter directement à la mer (canaux). Le **bras central, concentrant le plus fort débit n'est pas pêché** : c'est le canal de reproduction. Il devra conserver 2/3 du débit total.

Les travaux nécessaires pour cette configuration de pêche sont très restreints : arrangements de galets ou blocs pour optimiser la pose des voues et favoriser le maintien en eau des canaux de pêche.

- Pêche en basses eaux ou intermédiaires – Deux variantes (**Organisation détaillée en annexes 2.2 et 2.3**) :

Si le débit naturel est assez élevé pour réaliser deux canaux de pêche distinct du canal libre (débit supérieur à 16 voutes d'eau), les pêcheurs créent et entretiennent deux canaux de pêche sur 150 m environ au maximum.

Si le débit naturel est inférieur à 16 voutes d'eau, les pêcheurs aménagent deux canaux de pêche sur le bras principal. Le canal de reproduction est isolé au milieu du chenal (deux rangs de blocs et galets du site). Chaque canal fera une largeur équivalente au tiers du lit mouillé et est alimenté par le tiers du débit.

TITRE II : PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 4. Prescriptions générales

Le bénéficiaire doit respecter les prescriptions générales définies dans :

- l'arrêté du 11 septembre 2015 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux installations, ouvrages, épis et remblais soumis à autorisation ou à déclaration relevant de la rubrique 3.1.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement.
- l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.

Ce dernier arrêté s'applique aux IOTA relevant du régime de la déclaration, mais il constitue une base minimale de prescriptions pour les arrêtés d'autorisation.

Article 5. Réglementation spécifique à la pêche des bichiques

Le bénéficiaire est tenu de connaître et de respecter l'ensemble des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2021-2687/SG/SCOPP du 30 décembre 2021 réglementant la pêche des bichiques dans les eaux marines et fluviales de La Réunion, ainsi que ses éventuels arrêtés modificatifs.

Ces dispositions portent notamment sur :

- les catégories de pêcheurs,
- les périodes d'ouverture et fermeture de la pêche,
- les zones de pêche autorisées,
- les procédures d'obtention des autorisations de pêche,
- les types d'engins et dispositifs d'accompagnement autorisés,
- la limitation des captures.

Le bénéficiaire se tient informé et respecte les évolutions de cette réglementation.

Article 6. Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire est tenu de respecter les dispositions et engagements annoncés dans son dossier, dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La charte des bonnes pratiques signée par le Président de l'association est rappelée en **annexe 3**.

Article 7. Travaux et activités autorisées et prescriptions particulières

7.1. Pêche des bichiques

Le bénéficiaire est autorisé à pratiquer la pêche des bichiques dans le cadre prévu par la réglementation spécifique rappelée à l'article 5. Les éventuelles évolutions futures de cette réglementation s'imposent immédiatement au bénéficiaire.

7.2. Entretien régulier manuel des aménagements

Le bénéficiaire est autorisé, sur l'emprise de l'autorisation d'occupation temporaire (AOT) telle que définie à l'article 8 à réaliser un entretien léger des aménagements, y compris en période de fermeture de la pêche. Cet entretien consiste à maintenir le gabarit et à limiter l'envahissement des canaux par la végétation. Cet entretien régulier est autorisé dans la mesure où il permet :

- d'assurer une présence dissuasive dans les canaux contre le braconnage ;
- de maintenir une légère alimentation en eau dans les canaux pour y soutenir la vie aquatique présente.

Cet entretien régulier est effectué à la main ou à l'aide d'outils manuels uniquement. Il respecte les points suivants :

- l'utilisation de matériel portatif à moteur est interdite (débroussailleuse, tronçonneuse...)
- l'utilisation de tout produit phytosanitaire est interdite ;
- avant toute opération de débroussaillage, vérification préalable de la présence de poules d'eau et hérons striés. Si présence constatée sur la zone :
 - débroussaillage interdit pendant la période de reproduction (septembre à mars inclus) ;
 - hors période de reproduction de ces espèces (avril à août inclus) : vérification visuelle préalable d'absence de nid actif avant intervention. Si présence de nid constatée, mise en place d'une zone de sécurité d'un rayon de 50 m autour du nid dans laquelle le débroussaillage est interdit ;
 - le brûlage des déchets végétaux sur le site est interdit ;
 - Les déchets verts issus de ces opérations sont stockés sur place durant 5 jours afin de laisser le temps à la faune de s'échapper (caméléons, geckos...), puis sont ensuite évacués en déchetterie. Ils ne sont en aucun cas abandonnés sur place afin d'éviter la formation d'embâcles, de préserver le libre écoulement des eaux, de limiter le risque pour la navigation en mer en cas d'emportement et de ne pas générer de dérangement pour les autres usagers du domaine public.

L'embouchure est régulièrement entretenue par les pêcheurs à la main, permettant de conserver un tirant d'eau de 15 à 30 cm minimum.

Les matériaux qui sont retirés de l'ouverture sont déposés de chaque côté, sur le cordon de galets, sans toutefois créer de surélévation de plus d'1 m (étalement sur plusieurs mètres et en arrière du cordon).

7.3. Travaux sur les bras d'alimentation des canaux de pêche

Répartition des débits

La gestion du débit dans le bras d'alimentation des canaux et entre le canal de reproduction et le canal de pêche est assurée au cours des mois ouverts à la pêche. À l'issue de la saison de pêche, les canaux de pêche et de reproduction sont laissés en l'état.

En crue, le débit du canal libre est naturellement supérieur au débit de chaque canal de pêche. La vérification est visuelle et par rapport aux largeurs des canaux en eau.

En basses eaux, et sous réserve d'une connexion hydraulique à l'océan, un débit équivalent est dérivé dans chaque canal de pêche (1 ou 2) et dans le canal libre. Dans le cas d'un seul canal de pêche, 50 % du débit est dérivé dans le canal de pêche et dans le cas de deux canaux de pêche, au maximum 2/3 du débit est dérivé dans l'ensemble des deux canaux. Hors action de pêche, le canal de reproduction est alimenté en priorité (3/4) du débit environ, diminuant l'attrait des canaux de pêche et augmentant ainsi l'attrait du canal de reproduction. Le contrôle du débit est visuel et basé sur la largeur et la hauteur d'eau dans les canaux au niveau de la dérivation.

En basses eaux, la dérivation du débit dans les canaux de pêche est limitée par la nécessité d'assurer une connexion de surface d'environ 2 voutes d'eau à l'embouchure du canal de reproduction.

Les travaux réalisés par APBPR-974 ont pour objectifs :

- d'améliorer les conditions actuelles de création et d'entretien des canaux ;
- de limiter l'utilisation malveillante de bâches plastiques ;
- de limiter le nombre de dérivation naturelles sur lesquelles s'appuient les braconniers pour assécher des portions de rivière et y capturer tous les poissons et crustacés.

Contrôle de la divagation du débit à l'étiage et entretien d'un lit mouillé unique en aval de l'endiguement

L'APBPR-974 sollicite le Territoire de l'Ouest (TO), responsable GEMAPI du territoire, pour concentrer et augmenter le débit et la fréquence de mise en eau du bras principal. Cette action permet d'augmenter la fréquence et la durée de connexion avec l'océan et diminuer les actions de braconnage par dérivation du cours d'eau. En période de décrue, le TO réalise une déconnexion progressive des bras secondaires pour la création d'andains à partir du remodelage des matériaux naturels pris sur site (remblais / déblais).

Pour résister à une crue de faible ampleur (non morphogène) et à des actes de malveillance (braconnage), les andains font une vingtaine de mètres de long, jusqu'à un mètre de hauteur par rapport au TN, sur 3 m maximum à leur base (pente 1/1, soit 1 mètre de large en crête). Ils représentent un volume maximum de 40 m³ de matériaux à déplacer.

En termes de procédure, les andains pourraient être réalisés à la pelle mécanique sous conduite du TO, sauf les 0,5 m centraux qui seront progressivement obstrués à la main (par l'APBPR-974 et autres associations de pêcheurs de la rivière des Galets) deux jours après les travaux mécanisés pour laisser du temps à la faune aquatique de s'échapper.

Modelage du cordon de l'embouchure et préparation des canaux du premier rang (cordon littoral) par l'APBPR-974

Les travaux d'édification des canaux pour pêcher en basses eaux et en moyennes eaux sont facilités par un travail préparatoire à la pelle à chenille. Cette intervention mécanisée consiste à préparer la zone de canaux au niveau du cordon, sur le bras sur lequel est ensuite concentré le débit du cours d'eau en retirant les matériaux jusqu'à 10 ou 20 cm au-dessus du niveau de surverse de l'embouchure (cf. annexe 4). Les blocs et galets sont déplacés de part et d'autre de l'embouchure, en évitant toute surcote de plus de 1 m. Ces déplacements de blocs et galets sont réalisés hors d'eau uniquement, permettant de réduire le temps d'intervention pour édifier les canaux.

Chaque année, cette intervention mécanisée peut être conduite jusqu'à trois reprises :

- à l'ouverture de la pêche, pour préparer la pêcherie en basses eaux,
- à la suite d'une crue morphogène éventuelle, soit une à deux fois par an entre décembre et février.

En dehors de ces interventions, l'entretien des canaux est réalisé à la main.

Le canal de reproduction est laissé en l'état (bief naturel). Ces travaux mécanisés, réalisés à l'ouverture de la saison de pêche doivent permettre de conforter les aménagements pour les mois de pêche suivant :

- le profilage des canaux, favorisant les écoulements dans le canal de reproduction,
- l'ouverture des connexions à l'océan.

Ces interventions mécanisées sont réalisées avec une pelle à chenilles nécessitent de traverser :

- le canal de reproduction à l'aller et au retour de la création du chenal de pêche sur la rive opposée à l'accès de la pelle mécanique,
- éventuellement un bras secondaire encore partiellement en eau en rive droite ou gauche.

Article 8. Occupation du domaine public fluvial (DPF)

8.1. Cadre général

L'occupation du DPF par le bénéficiaire pour les travaux et activités décrits au présent arrêté est soumise à l'obtention préalable d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) délivrée par le service en charge du domaine. L'AOT est accordée pour la durée du présent arrêté, précisée à l'article 17, suite au dépôt d'un dossier de demande en bonne et due forme.

L'AOT est délivrée contre paiement d'une redevance annuelle fixée par la direction régionale des finances publiques de la Réunion, sur la base notamment des superficies indiquées au présent article 8.

En cas de volonté de modification ultérieure des aménagements autorisés (canaux ou parcs), un dossier de porter à connaissance doit être déposé en préfecture par le bénéficiaire.

8.2. Nature de l'occupation – dimensions des aménagements autorisés

Les aménagements réalisés par le bénéficiaire pour la pratique de la pêche aux bichiques consistent à créer un ou deux canaux de pêche en fonction du débit observé.

Les dimensions maximales de ces aménagements sont décrites dans les tableaux suivants :

Situation	Longueur (m)	Largeur mouillée (m)	Profondeur (m)
Pêche en hautes eaux	Variables : les canaux de pêche sont des bras vifs en crue		
Pêche en situation intermédiaire (plus de 16 voutes d'eau)	Jusqu'à 150 m	2 m en moyenne	0,2 à 0,5 m
Pêche en très basses eaux (moins de 16 voutes d'eau)	Jusqu'à 20 m	1 à 2 m	0,1 à 0,4 m

8.3. Dispositions en cas d'évènement climatique extrême

Si les canaux de pêche sont détruits à la suite d'un cyclone ou autre évènement climatique extrême (pluies, crues, houle...) qui vienne à modifier le cours d'eau, le bénéficiaire du présent arrêté n'est en aucun cas autorisé à exécuter des travaux pour rétablir la situation initiale avant consultation et accord de l'administration.

Dans un tel cas, un constat sur site de la nouvelle situation est réalisé en présence de la DEAL et des autres services concernés. Il est ensuite statué sur l'éventuelle possibilité de rétablir des aménagements pour la pêche des bichiques et les conditions de réalisation de ceux-ci, en fonction du nouveau contexte local post-évènement.

Dans l'attente d'une décision sur les possibilités et modalités de reprise, tous travaux et activités de pêche aux bichiques sont interdits.

Article 9. Mesures d'évitement et de réduction des incidences en phase travaux

9.1. Mesures générales de réduction des impacts pour les travaux réalisés dans le lit mineur

Les travaux et interventions autorisés décrits à l'article 7 ne doivent pas créer d'érosion progressive ou régressive ni de perturbations significatives de l'écoulement des eaux à l'aval ni accroître les risques de débordement.

Les interventions sont exclusivement réalisées à la main ou à l'aide de petit outillage manuel (pelles, pioches...) et respectent l'ensemble des engagements pris au dossier.

Les mesures suivantes s'appliquent systématiquement :

- Les matériaux extraits sont régalez sur place afin de ne pas générer de surélévation ou d'abaissement de la cote du terrain naturel de plus de 1 mètre ;
- Les opérations générant des matières en suspension (MES) sont stoppées dès qu'un panache apparaît dans le milieu naturel à une distance supérieure ou égale à 5 m de la zone des travaux.

Les travaux peuvent redémarrer dès lors que ce panache a disparu ou reste limité à la zone proche des travaux (inférieur à 5 m de la zone de chantier) ;

- L'ensemble des matériaux mobilisés restent sur place. Aucun matériau ne peut être évacué à l'extérieur du site, ni donné, ni vendu ;
- Tous les déchets (plastiques, ferrailles...) présents sur le site des travaux sont retirés lors des interventions et évacués vers les filières adaptées.
- Tout rejet d'hydrocarbures ou de liquide toxiques dans la rivière est interdit ;
- Afin de réduire les risques de pollutions accidentelles, l'engin utilisé est tenu propre et bien entretenu et dispose d'un kit anti-pollution. Les pleins sont réalisés hors zone de travaux et hors lit majeur, sur un emplacement préparé, ex : géotextile).

Le pétitionnaire signale sans délai tout incident au service police de l'eau (policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr), en précisant quelles mesures ont été mises en œuvre pour pallier l'incident.

9.2. Sécurité

Le bénéficiaire est tenu de surveiller les conditions météorologiques et les risques de crues, afin d'interdire l'accès au lit de la rivière en cas de risque. Notamment, le pétitionnaire se tient informé, auprès des services de Météo France, des risques de fortes pluies sur le secteur du bassin versant de la rivière des Galets.

En cas de risques de fortes pluies, le pétitionnaire fait immédiatement arrêter les travaux et évacuer les personnes présentes dans le lit de la rivière. L'engin de chantier est également évacué ou mis en sécurité sur des terrasses alluviales hors d'eau.

Article 10. Mesures de réduction d'impact en phase d'exploitation

10.1. Canal libre ou « canal de reproduction »

Le bénéficiaire s'assure en permanence de la conformité de ses aménagements avec la réglementation spécifique, en particulier ses dispositions relatives au canal libre ou « canal de reproduction ». Les éventuelles évolutions de la réglementation spécifique s'appliquent immédiatement dès leur adoption.

Le canal libre respecte les points suivants :

- Le canal libre est alimenté en eau et connecté à l'océan en priorité ;
- Quelles que soient les circonstances, le canal libre a un débit supérieur ou égal à celui de chaque canal de pêche. Dans le cas présent, son débit est donc au minimum de 1/3 du débit entrant dans la zone de pêche, lorsqu'il y a 2 canaux de pêche utilisés ;
- Sur chaque pêcherie, le canal libre est choisi et défini de façon à être, à l'étiage, le dernier canal en eau avant un éventuel assec. En aucun cas un canal de pêche ne peut être alimenté en eau si le canal libre n'est pas préalablement alimenté en eau et connecté à l'océan ;
- Le canal libre et les canaux de pêche respectent le schéma de principe indiqué en **annexe 5**;
- Le canal libre est strictement interdit de pêche, quelles que soient les espèces ciblées, le mode de pêche, ou le type de pêcheur. Il est créé et entretenu par le bénéficiaire en parallèle des canaux de pêche ;
- L'embouchure du canal libre pourra être commune ou séparée de celle des canaux de pêche. Son embouchure doit être située à moins de 50 mètres de l'embouchure des canaux de pêche, afin de permettre la surveillance de ce canal libre de pêche par le bénéficiaire.
- Avant toute action de pêche, le canal libre est identifié à ses extrémités amont et à aval par des taches de couleur rouge apposées par le bénéficiaire sur des galets de taille suffisante pour résister à une crue de faible ampleur.

En cas de non-conformité du canal libre constatée sur le terrain, l'administration peut désigner un autre canal comme étant le canal libre si celui proposé ne correspond pas aux critères exigés. Dans ce cas, la pêche est interrompue et le nouveau canal libre est mis en service immédiatement. La pêche ne peut reprendre, dans les autres canaux, qu'une fois la mise en conformité de la situation effective.

Le bénéficiaire prévient le service police de l'eau dès qu'il constate la moindre dégradation du canal libre (pêche, empoisonnement, mise à sec...). La pêche est alors interrompue jusqu'au rétablissement d'une situation conforme.

10.2. Interdiction d'accès au DPF aux véhicules motorisés

L'accès au DPF est interdit à tout type de véhicule motorisé (notamment voitures, motos, quads...). En aucun cas les véhicules motorisés des pêcheurs ne sont autorisés à traverser à gué un bras de rivière. L'accès aux sites de pêche est autorisé uniquement à pied et par les pistes existantes, en toute situation, y compris pour la collecte des prises.

Article 11. Mesures de suivi

En dehors des suivis et déclarations des quantités pêchées prévus par la réglementation spécifique, le pétitionnaire est tenu de mettre en place un suivi de son activité concernant les aspects suivants :

11.1. Suivi des conditions hydrauliques

En début de saison d'ouverture de la pêche, la répartition des débits entre le canal de pêche et le canal libre est vérifiée. Si le canal libre n'est pas conforme, alors la pêche ne peut pas avoir lieu. Le canal libre respecte au minimum les 3 conditions cumulatives suivantes :

- il est alimenté avec un débit minimum de 2 vannes d'eau ;
- il est alimenté avec un minimum de 2/3 du débit amont ;
- il respecte les schémas de principe indiqués en **annexes 1, 2 et 5**.

L'organisation sur site entre les différents acteurs de pêche est également contrôlée en présence des représentants des associations APPB-RDG et ADAPAEF.

11.2. Suivi des canaux au niveau des pêcheries

Avant chaque début de saison de pêche, la position des canaux est communiquée au service en charge de la police de l'eau de la DEAL.

Au minimum 15 jours avant le démarrage de la saison, et avant toute opération de pêche, le bénéficiaire doit transmettre au service police de l'eau (**policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr**), les informations suivantes :

- confirmer quels biefs sont mis en eau ;
- préciser un plan d'organisation et de disposition des canaux de pêche ainsi que du canal libre de chaque pêcherie (emplacement du canal libre par rapport aux canaux de pêche, pour s'assurer de la conformité du canal libre choisi) pour ce faire : un schéma de principe étayé de photographies prises sur site avant chaque début de saison de pêche ou avant chaque modification de la destination des canaux.

S'il n'y a aucune modification par rapport à la dernière transmission, cela doit également être confirmé en début de saison.

Toute modification ultérieure de cet état initial en cours de saison doit faire l'objet d'une information préalable du service police de l'eau.

En cas de contrôle, les aménagements constatés sur le terrain doivent correspondre aux informations transmises. À tout moment, les services de contrôle doivent disposer des informations à jour sur les aménagements du bénéficiaire.

Article 12. Mesures de compensation

En compensation de l'impact sur le milieu aquatique des aménagements du cours d'eau et des activités de pêche, le bénéficiaire réalise chaque année une opération d'évacuation des déchets présents sur le site, y compris les déchets qui ne relèvent pas directement de son activité.

Cette action peut être menée dans le cadre d'une opération de sensibilisation à l'environnement et à la préservation de la rivière à destination d'écoliers ou du grand public.

L'opération fait l'objet d'une information du service de police de l'eau 15 jours avant et d'un rapport d'exécution succinct transmis au service en charge de la police de l'eau au plus tard 15 jours après.

TITRE III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 13. Conformité au dossier initial et modifications

Les activités, installations, ouvrages, travaux, objets de la présente autorisation environnementale sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale, sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et des réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation environnementale, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles L.181-14 et R.181-45 et R.181-46 du Code de l'environnement.

Article 14. Information des services de l'État

Le service police de l'eau est tenu informé du calendrier d'exécution des opérations, et notamment de la date de démarrage de tous travaux ou interventions sur les aménagements du bénéficiaire.

Elle est également conviée à une visite technique des ouvrages pour vérifier leur conformité au dossier, avant la réception du chantier. À l'issue des travaux, un plan de récolement des travaux assorti de photographies des aménagements est adressé au service police de l'eau.

Le bénéficiaire transmet au service de police de l'eau toutes les informations relatives à l'évolution des travaux et des aménagements, notamment tout incident ou accident sur le chantier ou durant l'exploitation, pouvant entraver à l'application Code de l'environnement (eau et milieux aquatiques), toutes difficultés rencontrées pour le respect des prescriptions du présent arrêté ainsi que toutes modifications en rapport avec le projet initialement autorisé.

L'ensemble des éléments à transmettre au service de l'État en charge de la Police de l'eau est envoyé à minima par voie électronique à policeau-deal974@developpement-durable.gouv.fr, en précisant en objet le numéro de dossier associé (n°2024-07), ainsi que le numéro du présent arrêté.

Article 15. Dépôt légal des données de biodiversité

Toutes les données d'observations naturalistes produites sont versées sur le site internet du dépôt légal de biodiversité (<https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>).

Article 16. Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État exerçant ses pouvoirs de police.

Le non-respect de la réglementation spécifique à la pêche des bichiques et des dispositions du présent arrêté pourra entraîner **l'interdiction temporaire ou définitive de la pêche** pour les pêcheurs concernés.

Faute pour le bénéficiaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du pétitionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au Code de l'environnement.

Il en est de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le pétitionnaire changeait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 17. Durée de l'autorisation

Cette autorisation est valable cinq ans à compter de la date de signature du présent arrêté.

Si cette échéance devait avoir lieu en période d'ouverture de la pêche, telle que prévue par la réglementation spécifique, l'autorisation est automatiquement prolongée jusqu'à la fermeture de la saison de pêche en cours.

Article 18. Conditions de renouvellement de l'autorisation

Avant l'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire, s'il souhaite en obtenir le renouvellement ou la prolongation, doit adresser au préfet une demande dans les conditions de délai, de forme et de contenu définis à l'article R.181-49 du Code de l'environnement.

La demande de prolongation ou de renouvellement de la présente autorisation est adressée au préfet par le bénéficiaire six mois au moins avant la fin de la durée d'autorisation précisée à l'article 17.

Article 19. Déclaration des incidents ou accidents

Le pétitionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance et au plus tard un jour calendaire après l'événement, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage doit prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 20. Moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident

Tous les moyens classiques d'intervention sont mis en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les interventions d'urgence sont réalisées par les services d'incendie et de secours, joignables au 18.

Article 21. Cessation et remise en état des lieux

Si à l'échéance de la présente autorisation, le bénéficiaire décide de ne pas en demander le renouvellement, ou s'il venait à abandonner son projet avant la fin de durée de la présente autorisation, une remise en état totale des lieux (intégrant l'enlèvement des corps morts notamment) est réalisée par le bénéficiaire, selon un programme de travaux qui est validé au préalable par le service en charge de police de l'eau.

La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans l'autorisation d'un ouvrage ou d'une installation, fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L.181-23 pour les autorisations.

La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L.181-3 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 22. Accès aux installations et exercice des missions de police

Les agents en charge de missions de contrôle au titre du Code de l'environnement ont libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du Code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport permettant d'accéder au lieu nécessaire au contrôle.

Article 23. Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 24. Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 25. Voies et délais de recours

Le présent acte peut être contesté par le bénéficiaire ou toute personne ayant un intérêt à agir dans les deux mois qui suivent la date de sa notification :

- par recours gracieux auprès du Préfet ou par recours hiérarchique adressé au ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques. L'absence de réponse dans un délai de deux mois constitue une décision implicite de rejet susceptible d'être déférée au tribunal administratif dans les deux mois.
- par recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté, conformément aux articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible à partir du site internet : www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

Article 26. Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée par le public (communes du Port et de de Saint-Paul). Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, est également affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38, en l'occurrence : communes du Port et de de Saint-Paul.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 27. Exécution

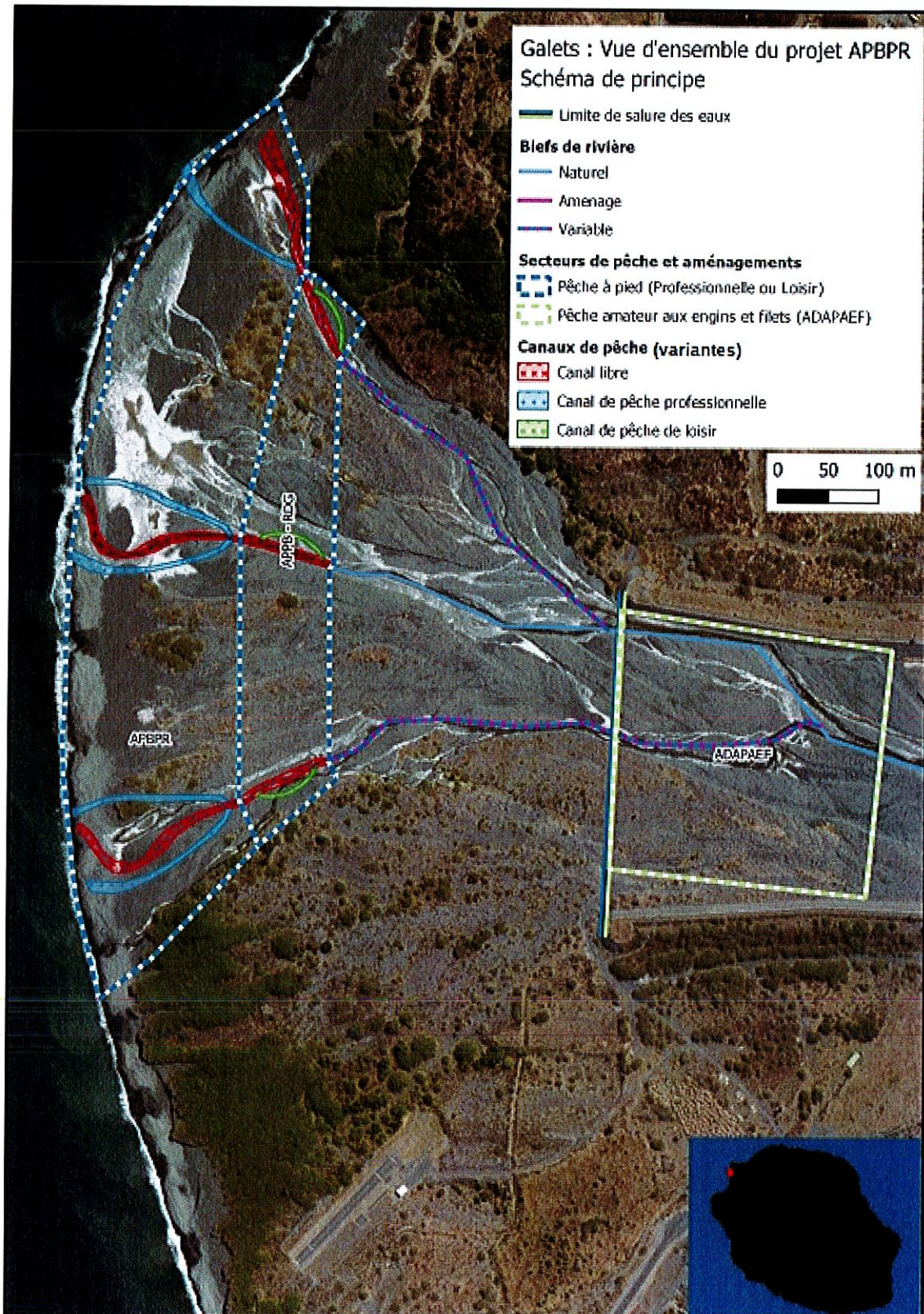
Le secrétaire général de la préfecture de La Réunion, le sous-préfet de Saint-Paul, le maire de la commune du Port, le maire de la commune de Saint-Paul, le directeur de l'environnement de l'aménagement et du logement de La Réunion, le directeur de la mer Sud Océan Indien, le directeur régional des finances publiques, le général commandant de la gendarmerie, le chef du service départemental de l'office français de la biodiversité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

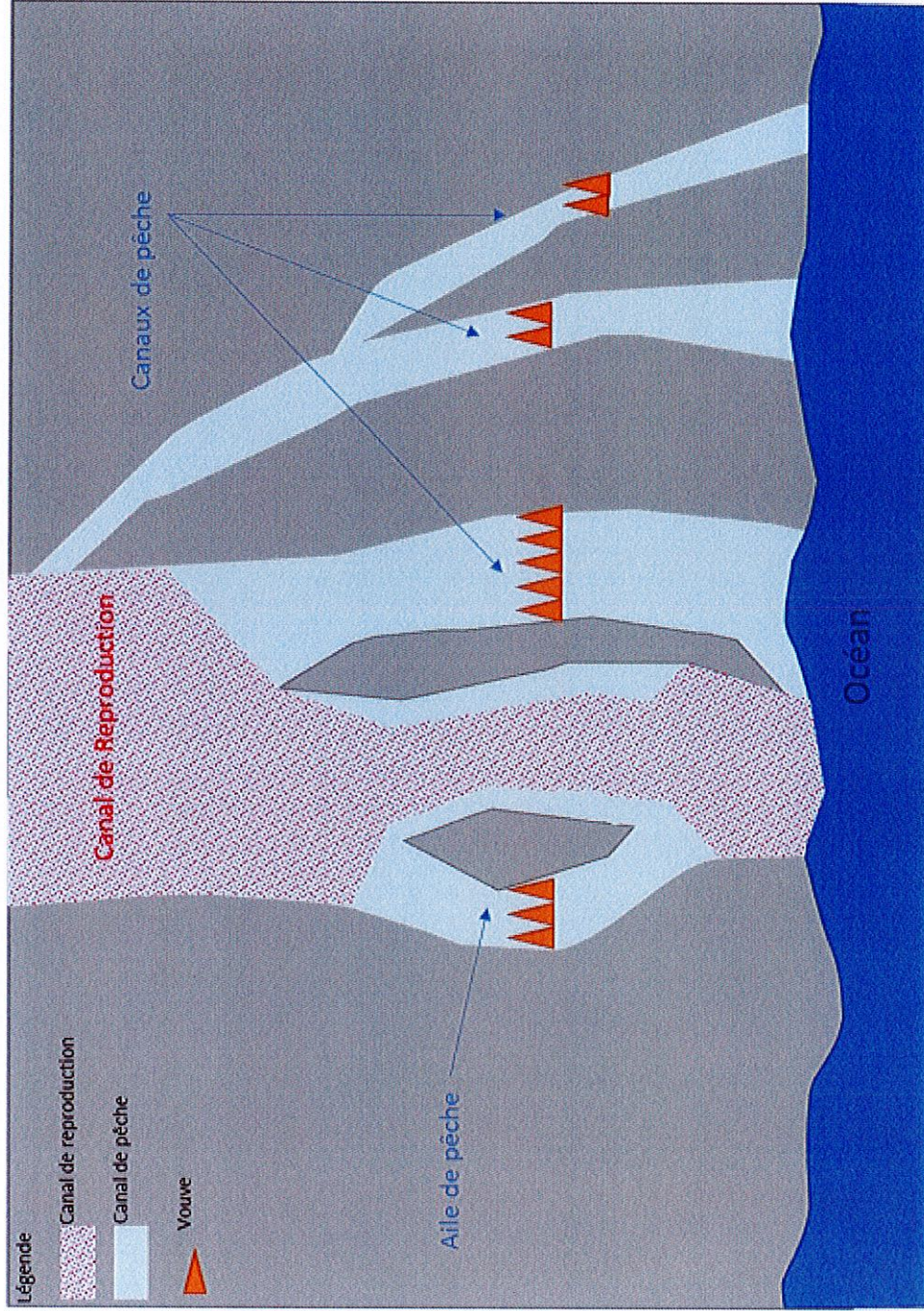
Laurent LENOBLE



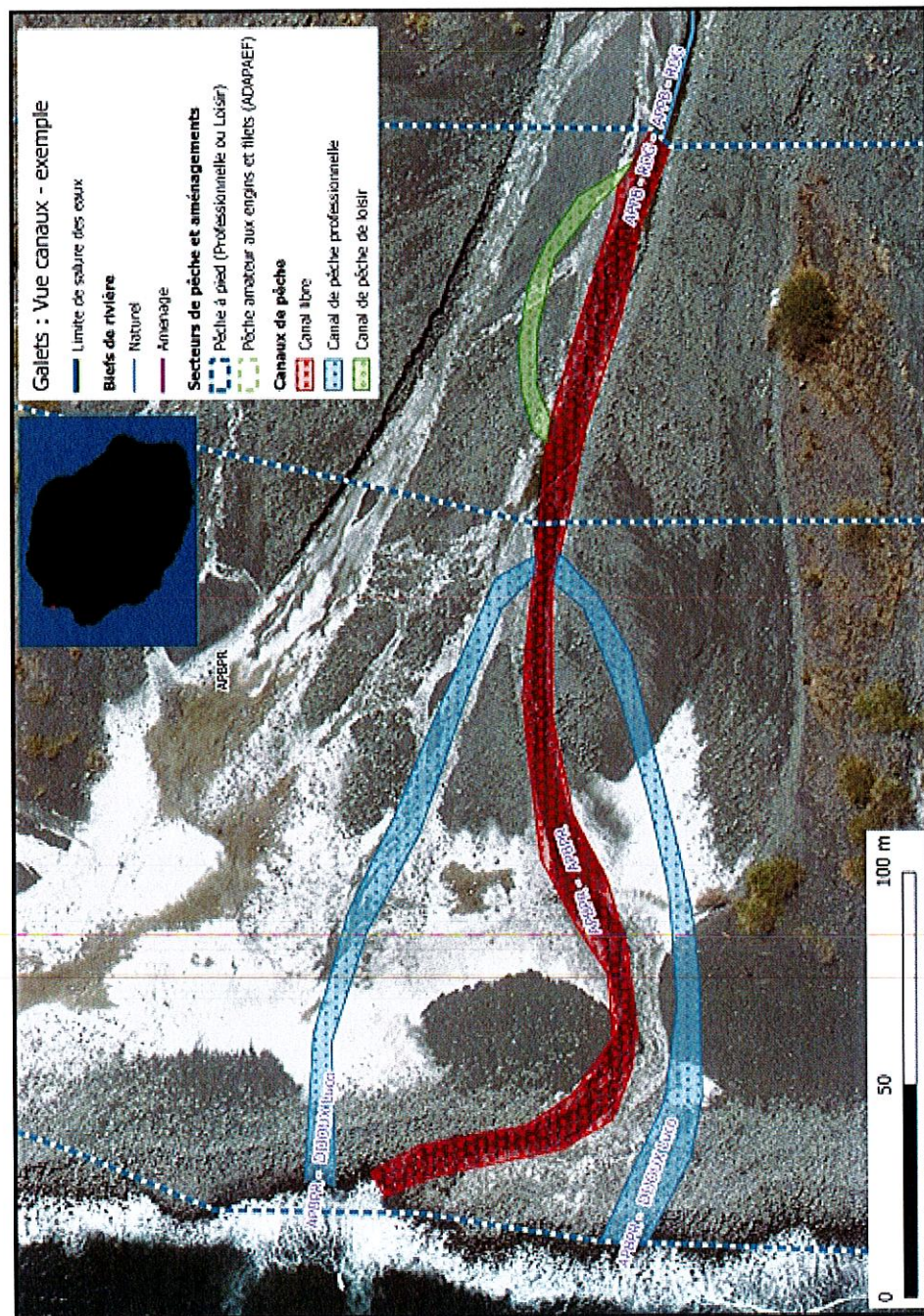
Annexe 1 : Plan général des zones aménagées



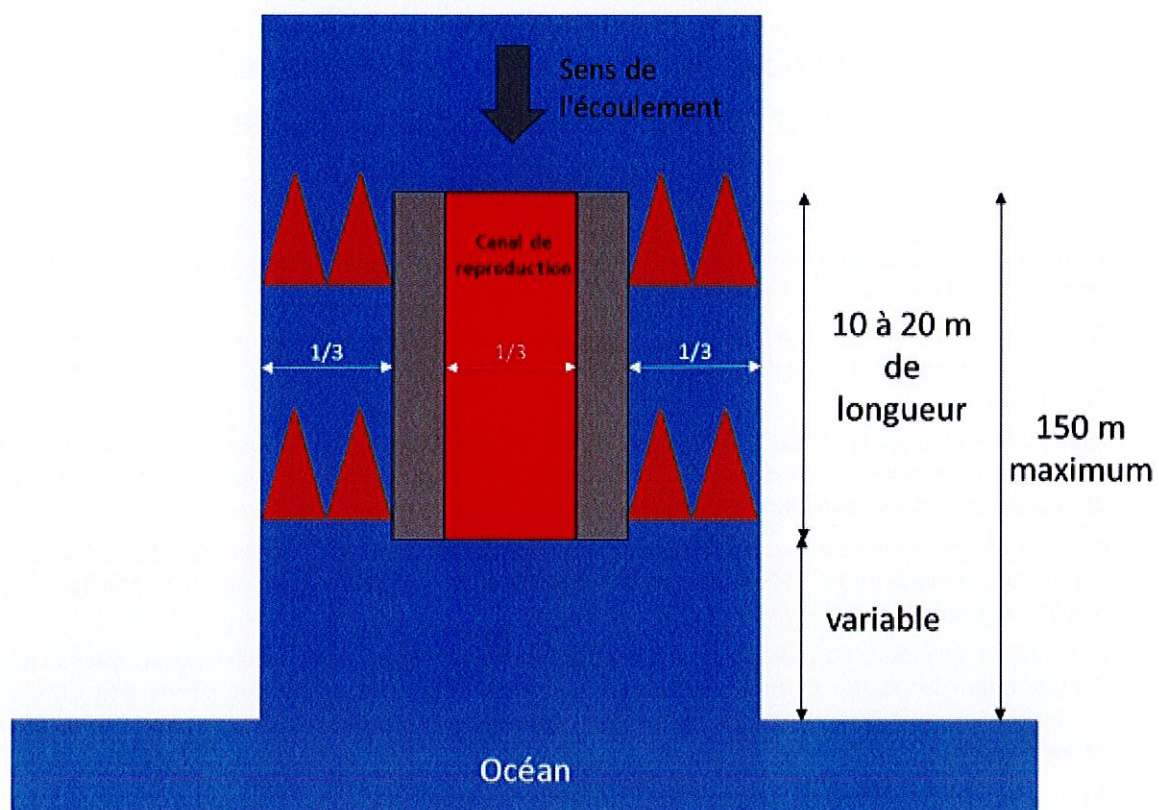
Annexe 2 : Organisation des pratiques de la pêche aux bichiques



2.1. Schématisation de la pêche pratiquée par l'APBPR-974 dans la situation de hautes eaux



2.2. Schématisation de la pêche pratiquée par l'APBPR-974 dans la situation des moyennes eaux (jusqu'à 16 voutes)



2.3. Schématisation de la pêche pratiquée par l'APBPR-974 dans la situation des basses eaux (moins de 16 vouves)

ENGAGEMENT DU DEMANDEUR

Charte des bonnes pratiques de la pêche aux bichiques

En déposant mon dossier, je m'engage sur l'honneur à respecter et à faire respecter au sein de mon association les bonnes pratiques suivantes :

☒ **Respecter la réglementation en vigueur, portant notamment sur les périodes d'interdiction de pêche, le maintien d'un canal libre (ou canal de reproduction) en tout temps et la dimension et le nombre de voues ;**

La réglementation de la pêche aux bichiques a pour objectif de maintenir la ressource en bichiques d'une part et de permettre une pêche responsable et durable d'autre part. La respecter est essentielle pour garantir le maintien de la ressource en bichiques et de la pêche.

☒ **Créer et entretenir le canal de reproduction en priorité avant les canaux de pêche, l'identifier et vérifier, avant toute action de pêche, que le canal libre est suffisamment alimenté et exempt de toute activité de pêche et connecté à l'océan ;**

Le maintien d'un canal libre de pêche est un point fort de la réglementation en vigueur, après la période d'interdiction de pêche. Le projet de création et d'entretien des canaux de pêche doit anticiper le placement du canal libre et justifier de son alimentation en priorité des autres canaux lors des périodes de basses eaux.

☒ **Déclarer, sans tricher, les quantités de bichiques capturées ;**

La réglementation sur la pêche a pour objectif de garantir le maintien des stocks de poissons et l'activité de pêche. Les déclarations des pêcheurs sont des données essentielles pour définir l'évolution des stocks de poissons et donc, d'adapter la réglementation à l'état de la ressource et de la pression de pêche de façon à ce que la ressource et son exploitation perdurent dans le temps.

☒ **Ne pas utiliser de plastiques (bâches, big-bags, filets synthétiques...) ou matériaux non naturels pour l'aménagement des canaux ou pour la dérivation de l'eau ;**

Les sacs plastiques sont entraînés en mer à chaque crue. Ils ont un impact néfaste sur l'environnement (présence en mer, risque d'avalancement par les tortues et les cétacés avec étouffement...) et sur la sécurité publique (risque de blocage d'hélice des bateaux). Leur utilisation est donc proscrite tant pour le maintien des pierres que pour l'étanchéité du socle des canaux. Dans ce dernier cadre, l'empailage en matériaux naturels peut être utilisé.

En certaines conditions, les « ponceaux » ou « portes » peuvent être employées par les pêcheurs, en action de pêche et sous la surveillance des pêcheurs uniquement.

☒ **Ne JAMAIS utiliser de produits chimiques pour pêcher ;**

Toute utilisation de produit chimique (javel, Grésyl, ...) tant pour « décoller » le bichique que pour le « réorienter » vers d'autres canaux est proscrite. Ces produits ont un impact sur l'environnement (empoisonnement de nos cours d'eau) et sur la santé publique en cas de consommation

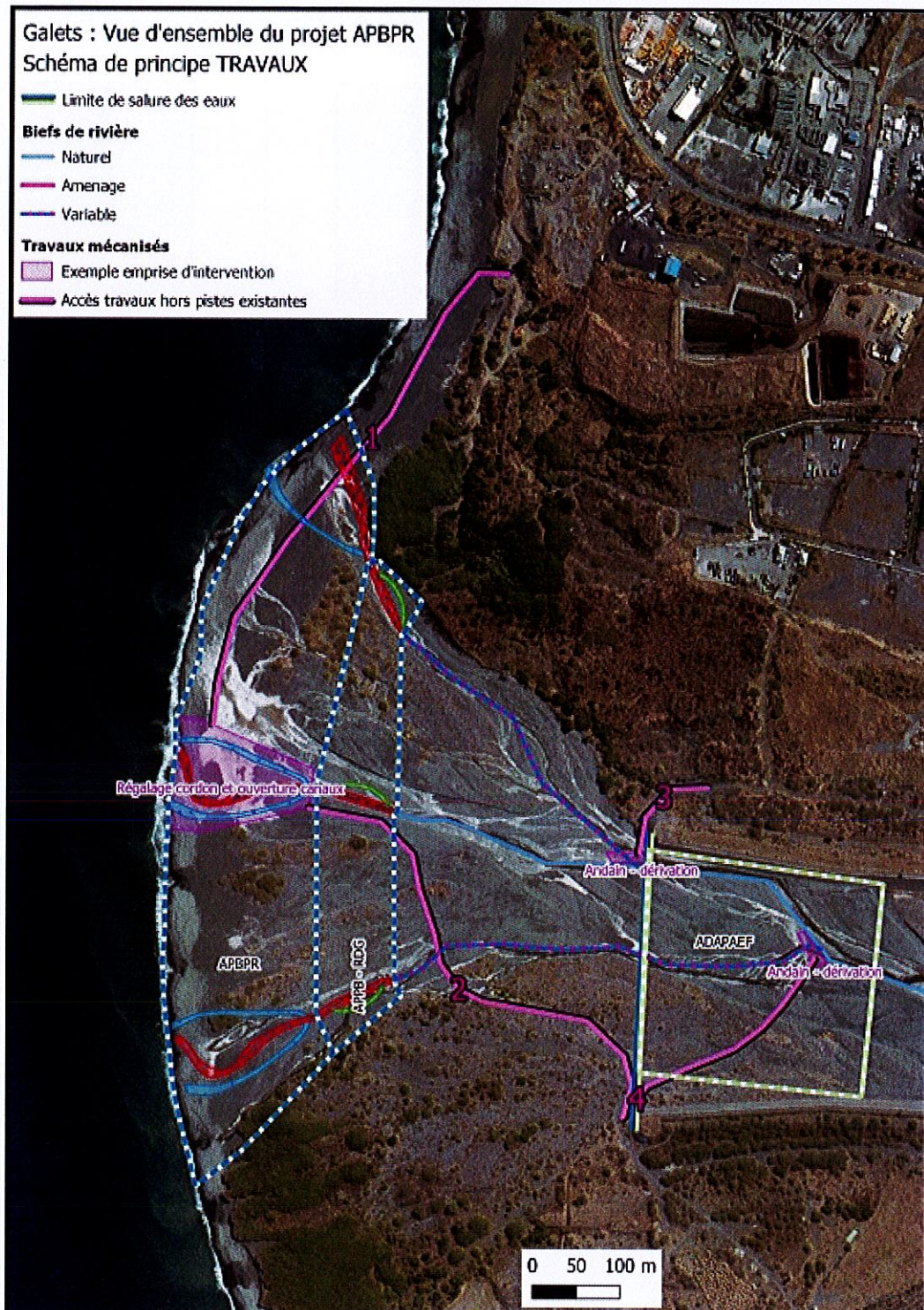
Vu le 01 / 08 / 2024

Le Président de l'APBPR-974

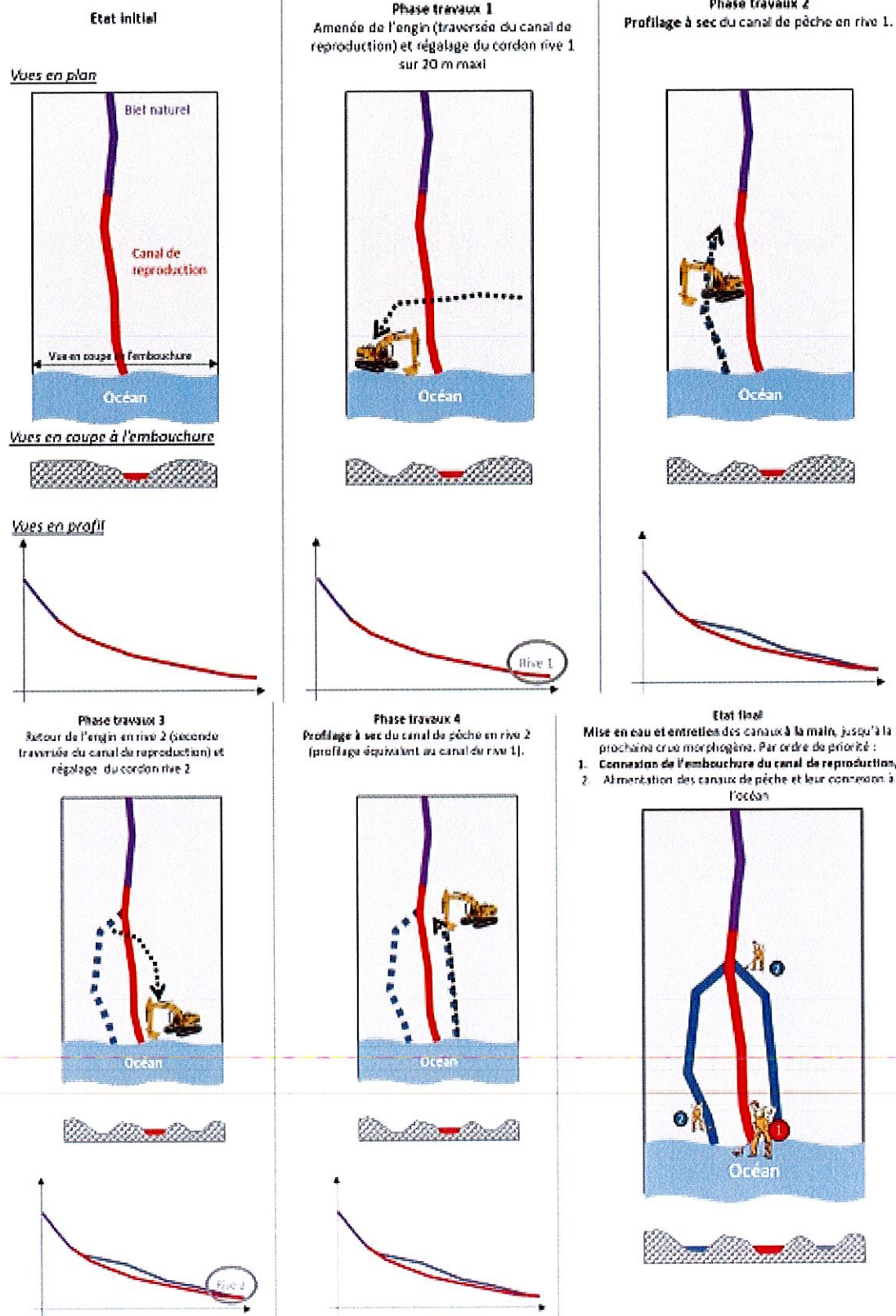
Luco DIJOUX



Annexe 4 : Travaux projetés

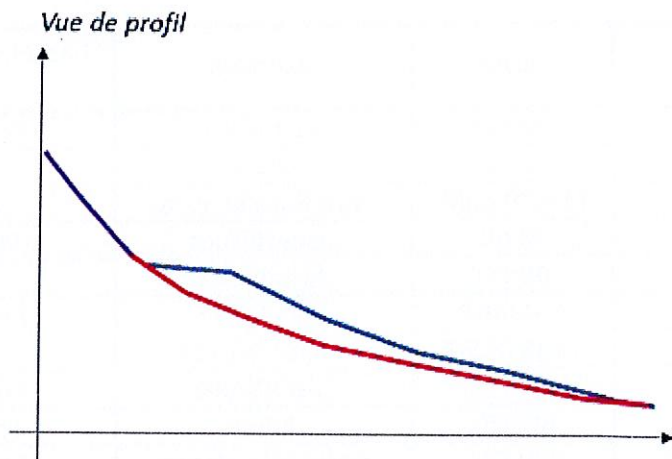
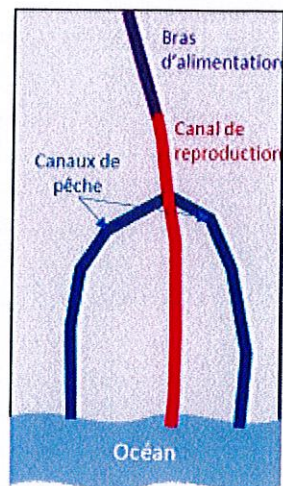


4.1. Schéma de principe de positionnement des travaux projetés



4.2. Schématisation des phases d'intervention mécanisées à sec et à la main pour l'ouverture et l'entretien des canaux

Annexe 5 : Schéma de principe de positionnement du canal de reproduction et du canal de pêche



Annexe 6 : LISTE DES PECHEURS

N°	NOM	PRENOM	Pêcheur professionnel ou Equipier	Rôle Association
1	DIJOUX	Jean-Luco	Professionnel	Président
2	DIJOUX	Michel	Professionnel	
3	MAGDELEINE	Jean-Rolland, Willy	Capareur	
4	RENE	Jean-Hugues	Professionnel	
5	DOISEL	Jean-Pierre	Equipier	
6	GAMBIER	Jean-Marie	Professionnel	
7	MONTFORT	Janick, Michel	Equipier	
8	RIVIERE	Jean-Claude	Professionnel	
9	RIVIERE	Johan	Professionnel	
10	RIVIERE	Kevin, Jean, Patrick	Professionnel	
11	LAFOSSE	Jimmy, Jean, Vivien	Professionnel	
12	BERTINI	Charly, Joseph	Equipier	
13	PAUSE	Guy, Mickaël	Professionnel	
14	VAGO	Roberto	Professionnel	
15	PAYET	Eric, Jean	Professionnel	Secrétaire
16	VAGO	Giovanni, Danick	Professionnel	
17	ROBERT	Jean, Denis	Professionnel	Trésorier
18	ZITTE	Jean-Noël	Professionnel	
19	ZITTE	Jean-Jacques	Professionnel	
20	ZITTE	Jean-François	Equipier	
21	RENE	Grégory	Professionnel	
22	TORTILLARD	Loan	Professionnel	